

C. STRATÉGIES DE SORTIE DE CRISE

Boutros Boutros-Ghali

*Organisation des Nations unies
Organisation internationale de la Francophonie*

D'UNE MONDIALISATION À L'AUTRE

Entretien avec Dominique Wolton

Dominique Wolton – Quelles sont les principales raisons d'espoir et d'inquiétude, aujourd'hui, pour la Francophonie ?

Boutros Boutros-Ghali – Au rang des espoirs, il y a incontestablement le fait que la Francophonie est devenue depuis le Sommet de Hanoi, en 1997, une organisation internationale à part entière, dotée tout à la fois d'une dimension culturelle, économique et politique. Cette structure nouvelle lui a permis de faire son entrée dans la famille des grandes organisations régionales, mais aussi d'être reconnue par l'ONU. Une reconnaissance qui s'est concrétisée, depuis lors, par la signature de toute une série d'accords cadres de coopération, dans les domaines les plus variés, et qui s'est aussi traduite, à plusieurs reprises, par la mise en œuvre d'actions conjointes avec ces différentes institutions. Cela étant, la Francophonie est une toute « jeune » organisation qui doit encore parvenir à maturité, tout en souscrivant aux évolutions qu'imposent les multiples défis liés à la mondialisation.

D.W. – Que faire pour développer un imaginaire francophone ?

B.B.G. – L'épanouissement et l'affirmation d'un imaginaire francophone passe par un inévitable « décentrage ». En d'autres termes, il n'y aura d'imaginaire francophone qu'œcuménique. Ce n'est donc qu'en renonçant à son eurocentrisme que cet imaginaire pourra prétendre séduire les élites de la planète.

D.W. – Pourquoi y a-t-il si peu d'intérêt pour la Francophonie en France ?

B.B.G. – Je me suis longuement interrogé à ce propos sans parvenir à une réponse définitive. Je dirais, dans un premier réflexe, que si la France porte un intérêt lointain à la Francophonie, c'est parce qu'elle est naturellement francophone, et

qu'elle ne se sent pas fondamentalement menacée dans sa langue et dans sa culture, contrairement à d'autres populations pour qui continuer à parler français est un véritable combat, ou à d'autres encore pour qui décider de parler français est la manifestation d'un choix politique. Il y a sans doute aussi l'idée que, depuis la décolonisation de l'Empire français, l'opinion publique française est devenue, dans une certaine mesure, isolationniste.

D.W. – Les perspectives de la Francophonie au Maghreb-Machrek ?

B.B.G. – Quelques chiffres révélateurs : on estime qu'à l'horizon 2010, 52 % des francophones du monde seront africains. En 2000, 50 % de la population scolarisée était concernée par l'apprentissage du français au Maroc, 60 % en Tunisie, 73 % au Liban. Il s'agit, dans le premier cas, d'une projection, dans le second, d'une réalité donnée à un instant T. C'est dire que beaucoup de facteurs peuvent surgir et modifier profondément cette tendance. Je veux dire par là qu'une langue ne survit pas du seul charme qu'elle peut exercer ! C'est dire que si je suis convaincu, parce que originaire du monde arabe, que le Maghreb et le Machrek constituent l'avenir de la Francophonie, cela ne suffira pas à contenir le dynamisme de la politique culturelle américaine dans cette région du monde. Le français, qui jouit pour l'heure d'un statut privilégié, pourrait bien être relégué au rang de troisième langue, si l'on n'accompagne pas comme il se doit ce désir de français. En dernière analyse, tout dépend de la stratégie que privilégiera la Francophonie : faire du « saupoudrage francophone » à l'échelle planétaire ou faire le choix de renforcer son action dans l'aire arabo-africaine. C'est finalement tout le dilemme entre élargissement ou approfondissement.

D.W. – Compte tenu de votre expérience internationale, quels sont les peuples et les cultures les plus ouverts à la diversité culturelle ?

B.B.G. – Poser cette question revient à se demander quelles sont les cultures les plus ouvertes à la Francophonie, en se donnant le monde comme champ d'action. Je continue à dire que la Francophonie n'a pas les moyens d'agir efficacement à pareille échelle. Elle doit donc circonscrire son action à une aire géographique et culturelle bien déterminée. Il s'agit certes d'un pari, mais d'un pari calculé.

D.W. – La Francophonie peut-elle réussir à relativiser le monopole de la rationalité anglo-saxonne dans la globalisation économique ?

B.B.G. – Sincèrement, je ne le crois pas, et ce dans la mesure où les principaux États membres de la Francophonie ont déjà adopté, volontairement ou contraints, cette rationalité anglo-saxonne dans la globalisation économique.

D.W. – Voyez-vous en trente ans des changements dans le rapport entre la Francophonie, l'Hispanophonie, la Lusophonie et l'Arabophonie ?

B.B.G. – Incontestablement. J'ai moi-même souhaité, durant mon mandat, renforcer et en quelque sorte institutionnaliser ce dialogue entre les grandes aires culturelles, parce que le combat de la Francophonie ne peut se concevoir qu'à travers le concept plus large de promotion de la diversité culturelle. C'est dire que nous devons, pour plus d'efficacité, œuvrer aux côtés les uns des autres, et non isolément. Cela étant, on ne peut pas prétendre « tout faire avec tous » sous peine de ne rien faire, et surtout de s'éparpiller. C'est pourquoi, là encore, je reviens à mon idée de voir la Francophonie se concentrer sur une aire culturelle déterminée, en l'occurrence l'arabophonie avec laquelle nous entretenons des liens historiques, culturels et affectifs de longue date.

D.W. – La Francophonie peut-elle être autre chose qu'une « mini » ONU ou Unesco ?

B.B.G. – C'est une autre manière de poser la question de l'approfondissement et de l'élargissement. Faut-il accueillir tous les États qui frappent à la porte de la Francophonie, avec des motivations et des caractéristiques fort différentes ? Faut-il démultiplier d'autant nos interventions et donc les affaiblir, sachant que la Francophonie a presque doublé le nombre de ses membres, en l'espace de trente ans, alors que son budget est resté pratiquement constant ? La Francophonie risque donc de devenir, toutes proportions gardées, une « mini » ONU ou Unesco si elle ne fait pas le choix politique et stratégique de cibler son action.

D.W. – Du point de vue de l'action économique, le rôle principal de la Francophonie n'est-il pas finalement d'aider les pays les moins avancés ?

B.B.G. – Je crois qu'il faut toujours garder à l'esprit que la Francophonie n'est pas là pour faire ce que d'autres organisations font déjà et avec des moyens bien plus considérables. Elle est là pour faire ce que d'autres ne feront jamais, ce qu'elle est la seule à pouvoir faire. C'est là que réside sa spécificité et sa valeur ajoutée. S'agissant de l'action économique, la première conférence des ministres francophones de l'Économie et des Finances, tenue à Monaco en 1999, a utilement tracé la voie, montrant que la valeur ajoutée de la Francophonie, en ce domaine, reposait sur trois idées-forces : l'information, la formation et la concertation. C'est notre manière d'aider les pays les moins avancés à se faire entendre et à défendre leurs intérêts dans les enceintes économiques internationales, mais aussi auprès des États donateurs.

D.W. – Les avantages et inconvénients de la Francophonie, par rapport au Commonwealth ?

B.B.G. – Le Commonwealth jouit, tout d'abord, du bénéfice de l'âge. Il a été créé à la fin du 19^e siècle alors que la Francophonie n'a vu le jour qu'à la fin des années 1960. Par ailleurs, le Commonwealth dispensé – si je puis dire, d'action culturelle, dans la mesure où la promotion de la langue anglaise ne fait pas partie de ses attributions – peut concentrer son action dans les champs politique et économique. Enfin, il faut bien reconnaître que si la Grande-Bretagne a fait du Commonwealth un instrument important de sa diplomatie, la France ne se résout pas à confier un tel rôle à la Francophonie.